

Entre les producteurs et les consommateurs les majors pétroliers règnent toujours

Alain Vigier

Dans une analyse parue dans *Le Monde*, Jean Michel Bezat rappelait que les pays occidentaux, dans le passé, se sont fournis à bon compte à travers des politiques d'exploration - production confinant parfois au pillage. A l'ère du pétrole rare et cher le pouvoir aurait changé de camp au profit des pays producteurs qui bénéficieraient de l'arme irremplaçable des réserves. Qu'en est-il précisément ?

Les compagnies nationales, précisait J.M. Bezat, se basant sur les experts de la British Petroleum, du cabinet PFC Energy et de Oil and Gas Journal détiendraient 65% des réserves. Sur le tiers restant, les majors auraient un accès limité à 19% des ressources et un plein accès à seulement 16%. Ils peinent à remplacer le pétrole qu'ils extraient. Nous ajouterons, en tout cas, en toute liberté comme dans le passé. Ils y parviendraient d'ailleurs parfois en rachetant à prix d'or des actifs à leurs concurrents.

Face à ce rapport de forces ils garderaient cependant, insiste Jean-Michel Bezat, une arme puissante : la haute technologie et leur capacité à gérer des projets très complexes. Sans tellement nous éloigner de cette analyse on pourrait insister sur d'autres points de faiblesse et de force des grands pétroliers. D'abord en ce qui concerne les faiblesses rappelons que les majors contrôlent souvent des gisements situés dans des pays producteurs et qu'ils ont pour couvrir l'ensemble de leurs besoins des contrats préférentiels avec ces mêmes pays. Dans la conjoncture politique internationale actuelle c'est une situation que l'on est obligé de qualifier de fragile.

Le facteur de force dominant réside dans le fait que les grands pétroliers disposent directement ou indirectement des moyens de transports maritimes, des raffineries, des centres de stockage et de moyens de distribution et de commercialisation considérables et souvent exclusifs. Aux États-Unis il existe bien des sociétés de raffinage indépendantes mais pratiquement elles travaillent à façon. En Europe nous ne connaissons que quelques failles à ce monopole de fait. Les tentatives d'installation de certains producteurs ne semblent pas avoir progressé spectaculairement. La Kuwait Oil Co est présente sur le continent avec même un réseau de distribution à la marque « Q8 » (phonétiquement kuwait), mais son activité semble encore marginale et liée plutôt au grand négoce. Tamoil en Italie supposée, un temps, libyenne semble s'être rapprochée de deux raffineurs et distributeur réputés indépendants : API et ERG. En France les indépendants ont pratiquement disparu et leur marque de carburant commune AVIA n'est presque plus visible. Ils semblent rester uniquement présents dans la distribution de fuel domestique. Nous sommes cependant témoins d'un phénomène particulier qui pourrait encourager d'autres tentatives existantes et faire tache d'huile en Europe. Les super marchés ont profité de

l'abandon en France, avec la naissance de la communauté européenne, de la loi de 1928 qui réglementait le marché en faveur des pétroliers en place et surtout Total et Elf (supposés garantir éventuellement l'approvisionnement français), pour s'imposer comme distributeur de gas-oil et d'essence aux automobilistes. En 2004 les grandes surfaces assuraient déjà la vente de 56 % des carburants et 47 % du gas-oil. On voit même, aujourd'hui, leur marque sur les autoroutes alors qu'en principe ils parlaient de produits d'appel. Les pétroliers, devant la menace de ces dernières de procéder à des importations ont sans doute consenti à abandonner une partie de leurs marges pour ne pas perdre un débouché considérable, capital pour leurs raffineries locales et pouvant être ravitaillées dans des conditions optimales, à savoir, sur la base de programmes rationnels grâce à la régularité des sorties et à des moyens de transport importants que les capacités de stockage permettent. D'une manière générale la position dominante en aval a été préservée et s'est même consolidée, notamment dans les pays occidentaux, parallèlement aux pertes d'avantages en amont avec l'accession à la souveraineté pétrolière de nombreux pays dit aujourd'hui producteurs. De plus, s'ils ont perdu du terrain dans la production les majors sont devenus des acheteurs incontournables pour couvrir leur marché même s'ils sont maintenant concurrencés par les indiens et les chinois. Cette position dominante leur permet, avec la bénédiction des gouvernements au-delà de quelques rododromes dans les périodes les plus chaudes, d'imposer des prix à la distribution liés aux cotations boursières du pétrole brut et des produits raffinés, à l'origine de leurs bénéfices fabuleux. La revendication des pays producteurs d'une présence sur tous les maillons de la chaîne pour multiplier les marges et surtout pour s'assurer les débouchés à long terme évoquée Jean-Michel Bezat est surtout, actuellement, présentée par la Russie. Cette dernière envisage des investissements dans les infrastructures et la commercialisation du gaz en Europe en contrepartie de partenariat éventuel dans la production en Russie. Cela a été clairement spécifié dans les dernières négociations sur le gaz avec l'Italie et s'est déjà concrétisé dans le gazoduc Russie Allemagne dans la Baltique. On peut penser que dans le cadre de négociations en vue d'éventuels accords de coopération et d'accompagnement du déclin des hydrocarbures qui s'imposeront dans l'avenir, il est probable que la question d'un « monopole de fait après embarquement » des majors pétroliers et ses conséquences sera soulevée. ■